

Un milliard pour la restructuration Hubert Falco informera aujourd'hui les collectivités les plus touchées par les fermetures de sites militaires.

En charge du plan d'accompagnement des restructurations de la défense, Hubert Falco tient une conférence de presse, cet après-midi, pour préciser le programme d'aménagement du territoire à l'adresse des collectivités les plus touchées par les fermetures de sites.

Il insistera sur le fait qu'au total, *«l'Etat mettra plus d'un milliard d'euros sur la table. Il installera le préfet Hubert Blanc à la tête de la mission pour le grand Nord-Est.»*

Outre les crédits budgétaires spécifiques (320 millions d'euros), le secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire rappellera les 14 mesures mobilisées. Parmi celles-ci : des aides aux entreprises; des dépenses fiscales nouvelles (exonérations de charges sociales, crédit d'impôt de taxe professionnelle); des infrastructures de transport...

Les terrains militaires devraient être cédés à titre gratuit ou à l'euro symbolique, avec un mécanisme de retour à l'Etat de la valeur des biens si la collectivité réalise des bénéfices.

Les services d'Hubert Falco ont par ailleurs identifié, ministère par ministère, les possibilités de délocaliser certains services de l'Etat. Située à proximité du siège luxembourgeois d'Eurostat, Metz doit devenir un pôle interministériel d'études et de statistiques de 1000 personnes, le volume total d'emplois délocalisés atteignant 1500.

Une délocalisation cohérente

Les éléments de décision seront transmis à l'Elysée et à Matignon pour la fin de ce mois. Une mission sera confiée au préfet Duport, vice-président du Conseil national de l'information statistique, et au directeur de l'INSEE, Jean-Philippe Cotis, pour élaborer un plan de délocalisations cohérent. Elu local lui-même, Hubert Falco veut travailler au plus près du terrain et dans la concertation avec ses collègues. Mais il souhaite également aller vite, *«car les premières fermetures interviendront à l'été 2009»*. Il espère ainsi signer les premiers contrats de redynamisation avant la fin de l'année là où la réflexion est la plus avancée, notamment à Metz. Il négocie avec Bercy pour que les mesures économiques, fiscales et de soutien aux finances des collectivités locales deviennent effectives le 1er janvier 2009. Pour le grand Nord-Est, particulièrement sinistré, le gouvernement demande à Hubert Blanc de proposer un *«plan exceptionnel d'aménagement durable du territoire»*, fondé sur *«une vision stratégique à dix ans»*. La réflexion portera sur les réseaux de transport durable, sur le développement des énergies renouvelables, sur la valorisation des ressources agricoles et forestières, sur les coopérations transfrontalières. Des dotations spécifiques seront débloquées, mais leur montant n'est pas encore fixé. *«C'est un plan qui va bien au-delà de la question des restructurations de défense et de leur impact»*, assure Hubert Falco.

Chantal DIDIER
16/09/08